

Aux larmes citoyennes, le Planning mène la danse

Article rédigé par *Tugdual Derville**, le 05 février 2010

La remise d'un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur la contraception et l'avortement tardait. Un an après leur audition, les militantes du Mouvement français pour le Planning familial ont alerté les médias. Occasion, pour celles qui affirment incarner la cause des femmes, de couper l'herbe sous le pied du gouvernement en faisant valoir leurs revendications habituelles : toujours plus de contraception et un accès facilité à l'avortement.

Le ministre de la Santé est aussitôt entré dans cette danse. Roselyne Bachelot s'appuie sur les 30 000 grossesses annuelles de mineures pour surenchérir sur Ségolène Royal et son *pass* contraception lancé en janvier. Estimant que l'avortement doit être une composante obligatoire de l'offre de santé, elle s'engage à revaloriser à nouveau la rémunération des établissements le pratiquant et à garantir une consultation médicale gratuite et anonyme pour les mineures. Elle promet que les services scolaires des universités et les sages-femmes vont avoir le droit de délivrer des contraceptifs oraux dans toutes les situations et ajoute : Avec Luc Chatel, ministre de l'Éducation, nous allons mettre le paquet sur l'information en milieu scolaire. Pourtant la France détient déjà un record mondial d'usage de produits contraceptifs et cela n'empêche pas un taux élevé de recours à l'avortement, deux fois supérieur à l'Allemagne, avec une forte augmentation chez les plus jeunes. Les solutions préconisées sont celles qui ont fait la preuve de leur échec. Dans les écoles, on parle de la sexualité précoce comme d'une évidence, sans la relier à l'affectivité et à la responsabilité. Sollicités pour une signature en cas de prise d'un cachet d'aspirine, les parents sont mis à l'écart pour tout le processus d'IVG. Lorsqu'une jeune fille l'a vécu comme un drame, ils ne sont même pas en mesure de le savoir pour l'aider.

Conformisme

Le rapport rendu par l'IGAS reste conformiste. Certes, il décrit le paradoxe contraceptif français : 72% des femmes qui recourent actuellement à l'avortement utilisaient une méthode de contraception lorsqu'elles sont tombées enceintes. Mais les inspecteurs proposent encore plus de contraception, et plus de stérilet, dont le caractère antinidatoire est occulté.

En réalité, la différence entre l'efficacité *théorique* des méthodes contraceptives et leur moindre efficacité *pratique* piège les femmes. Oubli de pilule, rupture de préservatif : il y aurait trois millions de ces accidents de contraception chaque année... Et quand ces accidents se traduisent en grossesses non programmées, la plupart des femmes s'interdisent désormais de les conduire à leur terme. Dès qu'une grossesse imprévue est découverte, tout concourt à rendre l'avortement inéluctable.

Sur RTL, le mardi 3 février le chroniqueur [Eric Zemmour](#) a déclenché la colère du Planning familial. Prenant son idéologie à contrepied, il a déploré les sept millions d'IVG pratiquées depuis 1975 et contesté les déclarations du ministre de la Santé. De son côté, l'Alliance pour les droits de la vie lance une grande pétition sur Internet. Intitulée *Aux larmes citoyennes*, elle demande à Mme Bachelot d'aider les femmes à éviter l'IVG, en les informant sur les moyens de conduire les grossesses à leur terme et de résister aux pressions multiples qui les dissuadent d'enfanter.

En savoir plus :

Le [billet vidéo](#) d'Eric Zemmour sur RTL

La pétition [Aux larmes citoyennes](#) :
